

Les bâtiments agricoles contemporains

Une difficile progression de la qualité architecturale

Par Jean Peyzieu

Participants

Hervé Cividino, directeur adjoint, CAUE du Loiret.

Yves Clairon, DDE de l'Indre.

Jean-Luc Langlois, chargé de mission, PNR du Vercors.

Jean Peyzieu, réalisateur, grand reporteur, ancien responsable de la rubrique *Habitat à France 2*.

Marc Verdier, architecte, enseignant à l'école d'architecture de Nancy.

ON peut construire des bâtiments agricoles de qualité, performants pour l'exploitant, tout en étant beaux à regarder, des bâtiments acceptés par la société, marqueurs du monde rural contemporain. Tel est le pari sur lequel se sont quittés les participants au colloque du vendredi matin, malgré des positions qui, au départ, semblaient impossibles à rapprocher.

Comment, en effet, satisfaire à la fois les paysans d'aujourd'hui lorsqu'ils bâtissent un édifice d'élevage ou de stockage et ceux qui se promènent dans la campagne, des citadins en général, d'un côté, les producteurs, de l'autre, les consommateurs ? Ces derniers ont dans la tête l'image, véhiculée par les magazines, d'une campagne idéale à l'ancienne, alors que les agriculteurs envisagent des bâtiments modernes, pratiques à construire et à gérer.

Faites-moi le bâtiment le moins cher possible

« Les bâtiments agricoles contemporains sont abordés en tant qu'outils de travail d'un point de vue fonctionnel. C'est le type du hangar métallique qui s'impose », constate Hervé Cividino. « Le marché, note Yves Clairon, est pour les trois quarts aux mains des constructeurs qui proposent leurs produits clefs en main aux paysans, dont la demande est "faites-moi le bâtiment le moins cher possible". »

« Avec la concentration de l'agriculture actuelle, explique Hervé Cividino, les exploitations grossissent, les bâtiments sont de plus en plus importants et ont donc un fort impact sur les paysages. Il faut savoir que, depuis une trentaine d'années, on construit environ 10 millions de m² par an, ce qui correspond au tiers des bâtiments non résidentiels en France. Or, leur forme, identique sur tout le territoire, est très pauvre du point de vue architectural. D'où une perte d'identité, une banalisation qui est mal ressentie par la société. »

Une réglementation peu efficace

Conscients de la cassure qui s'est élargie depuis les « Trente Glorieuses » entre les agriculteurs « productivistes » et la population

urbaine, les pouvoirs publics et les représentants du monde paysan ont pris des initiatives plus ou moins efficaces.

Dans le département de l'Indre, par exemple, une Charte sur l'insertion paysagère des bâtiments agricoles, signée en 2000 par la chambre d'agriculture, le DDA, la DDE, le CAUE et l'ABF, invite à utiliser des couleurs sombres (vert, marron, beige foncé) pour les façades, et un Atlas des paysages, élaboré en 2004, à entourer les bâtiments de plantations en conformité avec le volet paysager du permis de construire.

« Cette dernière prescription est rarement suivie d'effet, note Yves Clairon. Quant aux couleurs, il a fallu dans quelques cas poursuivre en justice des exploitants qui avaient peint leurs murs en blanc ou beige clair. Certes, on remarque dans le département un lent développement des bâtiments en bois – autre préconisation –, mais la contrainte réglementaire a donné jusqu'ici peu de résultats. Je suis plutôt favorable au dialogue, à la persuasion pour convaincre le monde agricole. »

Ce qu'on appelle pudiquement l'insertion paysagère irrite Hervé Cividino pour qui « c'est une démarche schizoïde que de concevoir un outil fonctionnel qu'on doit ensuite dissimuler dans un paysage porteur d'histoire et de culture ».

Le besoin d'architecture reste marginal

Marc Verdier, lui aussi, dénonce l'attitude générale des Français face à l'implantation des constructions contemporaines sur le territoire, que ce soient les bâtiments agricoles ou les maisons individuelles, et leur refus d'accepter dans le monde rural ce qu'ils admettent en milieu urbain.

« Regardez ces affiches électorales. En 1965, derrière le portrait de François Mitterrand, on voit des tracteurs, des lignes à haute tension, des usines qui fument. Slogan : un président jeune pour une France moderne. En 1981, avec la "force tranquille", l'arrière-plan montre un village façon XIX^e siècle. En 2007, où "tout devient possible", le candidat Sarkozy n'a plus derrière lui qu'un paysage plat sans habitant. »

Pour une majorité de Français, les lotissements de pavillons, les boîtes d'hypermarchés, les ronds-points banals ne choquent pas. Ils répondent à leurs besoins comme les grands silos en béton et les longues stabulations pour les paysans. « Or, ces lotissements, ces centres commerciaux hypothèquent autant les paysages que les exploitations agricoles. Toutes ces implantations, en fait, pâtissent d'un défaut de culture des décideurs, publics et pri-



En haut : abattoir. Architecte : F. Nicolas (Apt, 84).

En bas : bergerie. Architectes : M. Dollfus, J.-P. Pic (Crosdamon, Parc National des Cévennes).

(photos : CAUE 45)

Le concours d'architecture du Vercors

Pour la bergerie, avant le concours, un des éleveurs avait déjà contacté un charpentier. Il a trouvé le projet préféré par le jury trop cher.

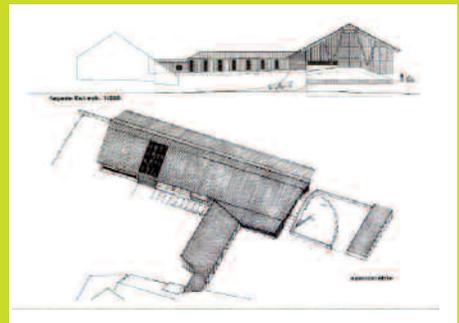
Il faut dire, explique Jean-Yves Langlois, que « pour un agriculteur, faire un bâtiment agricole, c'est acheter à un constructeur à moindre frais une structure toute faite ». L'architecte, de son côté, considère que c'est à lui non seulement de concevoir le projet mais aussi de prendre les contacts avec les entreprises. Mais « quand le paysan voit le coût de sa prestation, il se dit : avec ça j'aurais de quoi m'acheter un morceau du bâtiment ».

L'autre architecte choisi par l'éleveur a accepté de travailler avec le charpentier pour améliorer l'esthétique du bâtiment. Le charpentier était d'accord. Il vient de commencer à construire la bergerie, seul.

Pour l'étable, l'un des architectes avait fait un projet refusé par l'agriculteur et il n'a pas voulu le modifier. C'est donc le projet de l'autre architecte – le même que celui de la bergerie – qui a été retenu.

Dans une seconde étape, cet architecte a convaincu l'éleveur de changer l'implantation de l'étable. Le paysan la voyait perpendiculaire au bâtiment existant (à gauche sur la photo). Elle lui sera finalement parallèle, dans le sens de la pente et en harmonie avec les autres constructions. L'architecte, de son côté, a intégré certains besoins exprimés par le paysan et il a déposé le permis de construire. Mais c'est l'éleveur qui a choisi les entreprises.

Le chantier a débuté cette année. Il sera exécuté en deux temps pour des raisons budgétaires.



PNR Vercors

vés, et de la population en général, car il faut reconnaître que le besoin d'architecture que nous partageons tous ici reste marginal.»

Mais, pourquoi n'y voir que du négatif ? « Qui dit que, dans quelques années, on ne considérera pas certains de ces bâtiments comme des éléments du patrimoine français ? Pour en revenir aux bâtiments agricoles, lance Marc Verdier, je milite en tout cas pour une modernité assumée du monde rural. »

Paysans et concepteurs : deux mondes à part

Pour apporter ce « supplément d'architecture » qui fait défaut au monde rural, Marc Verdier et Jean-Luc Langlois présentent deux initiatives qui visent à rapprocher les paysans et les concepteurs du cadre bâti. Elles reposent chacune sur des expérimentations menées dans des parcs naturels régionaux.

Avec les CAUE et les chambres d'agriculture de la Drôme et de l'Isère, le PNR du Vercors a organisé en 2004 un concours d'architecture portant sur deux projets, une bergerie (brebis) et une étable (vaches laitières).

21 équipes (architectes, paysagistes, BET) ont répondu au concours. 3 ont été retenues par le jury qui a choisi 2 architectes présentant chacun 2 projets.

Cette expérience montre à quel point paysans et architectes vivent dans deux

mondes à part. Chacun des éleveurs a refusé les projets comme trop chers et loin de leurs pratiques. Les architectes ont dû brider leurs ambitions, notamment celle d'assurer la maîtrise d'œuvre, c'est-à-dire le suivi des travaux.

« C'est sans doute, commente Jean-Yves Langlois, que les architectes ne connaissent pas suffisamment le monde des agriculteurs, qui, par exemple, ici, passent six mois de l'année dans cet outil de vie et de travail qu'est un bâtiment d'élevage. »

À leur décharge, Jean-Yves Langlois reconnaît que nombre d'agriculteurs ne savent pas préciser ce qu'ils veulent construire et ils ont peu ou n'ont pas de références de bâtiments sur lesquels s'appuyer. Il serait donc utile que les paysans maîtres d'ouvrage soient assistés pour l'idée de base de leurs projets, un accompagnement, propose Jean-Yves Langlois, qui pourrait se situer au sein des chambres d'agriculture.

Former des architectes compétents dans le monde rural

À la critique de Jean-Yves Langlois, Marc Verdier répond par la formation des futurs architectes au monde rural. Depuis deux ans, en effet, il organise des stages pratiques sur le terrain pour ses élèves dans un autre PNR des Alpes, le massif des Bauges.



CAUE 46



Stabulation. Architectes : Élevage environnement (Le Louroux, 37).

Stabulation. Haravilliers, domaine de Villarceaux (95).

Les stages pratiques dans les Bauges

Pendant deux semaines, en février et en mai, une quinzaine d'étudiants rencontrent tous les acteurs du territoire rural : agriculteurs, élus, CAUE, organisations professionnelles, associations. Ces acteurs et les futurs architectes dialoguent sur l'évolution du territoire, la valeur patrimoniale du bâti et du paysage (essentielle dans ce massif alpin).

Les paysans interrogent les étudiants sur la transformation d'une grange, l'extension d'un village, la programmation d'un bâtiment, etc. Les futurs architectes prennent conscience de l'enjeu agricole du territoire, les paysans s'ouvrent à des interlocuteurs nouveaux qui leur apportent un regard et un souffle extérieurs à ce milieu si particulier de la montagne.

Au terme de cet échange, les uns et les autres ont appris à se connaître et, à travers leurs cultures respectives, commencent à se comprendre.

Grâce à cette immersion des futurs praticiens du cadre bâti dans le milieu agricole, « nous essayons à notre mesure de participer à la construction d'une culture partagée de l'aménagement moderne du territoire rural, car notre rôle est de former des professionnels généralistes, compétents dans le monde urbain et aussi dans le monde rural ».

Le bâtiment : une image de marque moderne

D'autres initiatives sont menées, depuis quelques années, dans plusieurs régions de France à l'initiative des CAUE et des chambres d'agriculture et des ministères concernés. Des collectivités locales les soutiennent (Auvergne, Bretagne, Loire-Atlantique, par exemple) au moyen, notamment, d'incitations fiscales.

Les agriculteurs, les jeunes surtout, y sont de plus en plus sensibles, d'autant que l'agriculture change, note Hervé Cividino. « La vocation monofonctionnelle des années 60 a cédé la place à des pratiques variées où se mêlent la production, le tourisme, l'entretien des paysages. »

On cite l'exemple de la jeune génération de viticulteurs qui, dans le Languedoc-Roussillon, par exemple, ont changé leurs cépages, construit des chais modernes et performants, les font visiter aux amateurs d'œnologie et aux touristes et cultivent ainsi une image de marque moderne. Ces « nouveaux agriculteurs » ne cachent plus leur exploitation. Au contraire, ils la montrent.

Dans certains gros élevages porcins et bovins (le spectre de la vache folle a marqué

les esprits), des efforts sont faits, également, pour mettre les bâtiments aux normes sanitaires et techniques et répondre aux sensibilités écologiques du moment

Des exemples à suivre

Hervé Cividino montre alors aux participants du colloque les photos de dizaines de bâtiments – bergeries, stabulations, chais, écuries, abattoirs, salines – implantés dans plusieurs régions de France, bien conçus architecturalement et intégrés dans leur environnement.

Ces exemples se trouvent réunis sur un site internet « architecturesagricultures.fr », animé par le CAUE du Loiret, qui doit faire passer leur nombre de 50 aujourd'hui à une centaine dans les prochains mois.

Ce site, qui vise à former et à sensibiliser à la qualité architecturale et paysagère des bâtiments agricoles contemporains, est destiné aux agriculteurs, architectes, constructeurs, associations, élus concernés par le cadre bâti rural. Il reçoit quelque 1 200 visites par mois.

Missions partielles pour les agriculteurs

Suite aux remarques de Jean-Yves Langlois sur les éleveurs qui stigmatisent le coût de l'intervention des architectes, les questions fusent dans la salle. Plusieurs vont dans le même sens : « Les paysans hier construisaient bien leurs maisons et leurs granges eux-mêmes sans architecte, dit un agriculteur de



CAUE 45



CAUE 45

Élevage aviaire. Architectes : M. Dollfus, J.-P. Pic (Crosgarmon, Parc national des Cévennes).

Lozère. Alors quelle est leur utilité ? »

« Il est faux de croire, répond Hervé Cividino, que nos ancêtres faisaient tout par eux-mêmes. Regardez cette grange où nous sommes avec cette charpente. Ce sont des compagnons qui l'ont bâtie et ils ont dû se faire bien payer pour leur intervention. »

Allant dans le même sens – la compétence se paie pour tout métier – « Les agriculteurs, ajoute une auditrice dans la salle, ont bien recours en permanence à des techniciens pour leurs outils de travail, pour la traçabilité de leurs produits. Pourquoi n'accepteraient-ils pas d'être assistés par d'autres professionnels pour leurs projets de construction ? »

À une autre question sur le coût d'intervention de sa profession, Catherine Autissier, une architecte libérale, apporte son éclairage personnel. « Cela fait vingt ans que j'ai mis au placard les missions complètes. La plupart des missions que je mène sont des missions partielles. Si les gens me demandent un conseil pendant une heure, je les reçois. L'un ne veut qu'une esquisse. Je la lui fais. Certains viennent trois mois ou un an plus tard faire aboutir leur projet. Il n'y a pas de diktat.

« Sachez cependant qu'un bon architecte permet de faire des économies sur un projet, lequel peut être bâclé par un constructeur plein de belles promesses et dont le bâti ne tiendra pas plus de dix ans. »

Marc Verdier approuve l'idée de la mission partielle pour les bâtiments agricoles, comme le propose aussi Jean-Yves Langlois, tout en regrettant, comme l'auditrice précédente, qu'on ne suive pas la voie de pays voisins (Allemagne, Suisse), où le recours aux architectes est une évidence, même pour de tout petits projets. Mais le vide culturel est

tel en France, où 95 % des maisons individuelles se construisent sans architecte, qu'un petit nombre de missions partielles serait déjà un progrès.

Changer d'échelle pour décider

Un agriculteur de Seine-et-Marne pousse les architectes présents dans leurs retranchements : « Vous nous montrez des bâtiments de qualité mais la plupart sont situés dans des PNR, des lieux privilégiés », ajoutant que la démarche ne serait pas généralisable.

Cette démarche est riche d'enseignements, répond Marc Verdier, car « les PNR ont une réelle capacité d'ingénierie sur leur territoire. Leurs dirigeants ont les moyens financiers d'avoir de la matière grise, ce qui n'est pas le cas des maires de nos 36 000 communes héritées du Moyen-Âge à qui la loi en 1981 a donné la responsabilité de l'urbanisme ».

La pertinence des PNR c'est que l'urbanisme s'y exerce à l'échelle d'un territoire et non d'une commune isolée. À l'avenir, pour que les décisions portant sur les maisons individuelles ou les bâtiments agricoles dans le monde rural soient cohérentes, il faudrait qu'elles soient prises à l'échelle des structures intercommunales avec peut-être un président élu au suffrage universel.

« Les PNR couvrent environ 15 % de la surface du pays et il n'est pas question d'en mettre partout, mais les perspectives ouvertes peuvent servir d'exemples sur l'ensemble du territoire. »

La discussion fait apparaître deux conceptions de l'implantation et de la

LES PROPOSITIONS DE LA TABLE RONDE

- DÉVELOPPER L'ASSISTANCE AUX MAÎTRES D'OUVRAGE DANS LE CADRE DES CHAMBRES D'AGRICULTURE.
- RECOURIR DAVANTAGE AUX ARCHITECTES À TRAVERS LES MISSIONS PARTIELLES.
- FAIRE CONNAÎTRE LES CONSTRUCTIONS EXEMPLAIRES.
- CONFIER LES DÉCISIONS D'URBANISME AUX STRUCTURES INTERCOMMUNALES.



Bordure de bocage entre le Bazois et le Morvan.

Pierre PÉRE

Adresses utiles :

• **Site Internet du CAUE-45**
présentant de nombreuses
réalisations en matière de bâti
agricole contemporain :
architecturesagricultures.fr

• **Pierre Janin, architecte**
DPLG, Rémi Janin,
ingénieur paysagiste :
06 15 60 02 98 / 06 18 64 35 85

Agence FABRIQUES,
Architectures Paysages,
Vernand
42470 Fourneaux
fabriques@fabriques-ap.net

*Leur travail est plus
particulièrement orienté
sur l'étude et la conception
des formes agricoles
architecturales et paysagères
(bâtiments agricoles,
diagnostics de paysages
d'exploitation, étude
sur l'agriculture périurbaine
et urbaine, etc.),
et plus largement sur des
problématiques liées à l'espace
rural contemporain.*

construction des bâtiments agricoles contemporains : l'une, où chacun s'emmure dans sa profession et ses habitudes, l'autre, où on admet que la compétence puisse être partagée et qu'il faut s'adapter à son époque.

Le sentiment général est que les architectes doivent faire l'effort d'aller vers les agriculteurs pour comprendre leurs modes de vie, leurs conditions de travail, leurs besoins techniques, leurs limites budgétaires ; les paysans doivent admettre que l'époque de l'autoconstruction pouvait exister pour une petite grange au XIX^e siècle, mais qu'elle n'a plus de sens au XXI^e siècle pour des bâtiments de grande taille dans un milieu qui change, partagé par les agriculteurs et les citoyens.

« Comment, en effet, intégrer les enjeux croissants du développement durable, les démarches environnementales (HQE notamment), les matériaux nouveaux et les matières traditionnelles, les paysages à protéger dans le milieu rural », remarque Hervé Cividino, pour tous ceux qui les parcourent, habitants des villes et des campagnes ?

Des interlocuteurs plus compétents

Qu'on le veuille ou non, ajoute l'animateur, même si c'est difficile, et on l'a vu aujourd'hui, même si les uns et les autres ne parlent pas le même langage, il faut faire appel aux gens compétents dans leur spéciali-

té, que ce soient les agriculteurs, dans des filières de plus en plus techniques, ou les concepteurs du cadre bâti qui se seront formés aux demandes de leurs maîtres d'ouvrage.

« *Le métier de l'architecte n'est pas de faire du beau, mais de répondre à un besoin* », souligne Marc Verdier. Nous formons les nouvelles générations d'architectes en ce sens, aux instances paysannes d'aider les agriculteurs à mieux formuler leurs programmes pour que les uns et les autres puissent échanger sur les mêmes thèmes.

C'est bien l'enjeu, souligne l'animateur : l'élaboration d'un langage commun, d'une nouvelle grammaire, pour qu'on se comprenne au lieu de s'ignorer. Des colloques comme celui-ci, remarque-t-on dans le public, y participent. Des portes s'ouvrent. Il faut dialoguer, multiplier les expériences. L'avenir d'un bâti agricole de qualité est à ce prix.

Un participant évoque le plaisir qu'il a à contempler la pyramide du Louvre ou le viaduc de Millau, indiquant par là que la société contemporaine s'est approprié la beauté des grands bâtiments publics. « *Je parie, conclut l'animateur, que nous convierons bientôt le grand public à admirer des bâtiments modernes, ici, un grand silo en béton du Bassin parisien, là, une bergerie caussenarde récente fondue dans la garrigue, comme on visite aujourd'hui les salines d'Arc-et-Senans ou les écuries de Versailles, bâtiments témoins eux aussi des exigences techniques et culturelles de leur temps.* »